

République du Bénin

-----  
**Cour constitutionnelle**  
-----

**GREFFE**

N° 054 / CC/GEC

**CHAMBRE DES AUDIENCES PLENIERES  
RÔLE DE L'AUDIENCE DU JEUDI 10 JUILLET 2025**

**HEURE : 10 HEURES**

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle  
sise à Ganhi, avenue Gouverneur général PONTY à Cotonou**



N°	N° DU RECOURS	REQUÉRANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATIONS
1.	0638/118/REC-24 du 20/03/2024	Pascal S. MITOWADE	Cour constitutionnelle Agent judiciaire de l'État	Recours pour violation de la Constitution.	
2.	1981/357/REC-24 du 08/10/2024	Mamadou CENI NARI	Commission de l'instruction de la CRIET	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	
3.	1982/358/REC-24 du 08/10/2024	Bouito SOUNON	Commission de l'instruction de la CRIET	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure, traitements inhumains et dégradants et violation de droits humains.	
4.	1729/317/REC-24 du 19/08/2024	Guida SOUROU	Commission de l'instruction de la CRIET Procureur spécial de la CRIET	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	
5.	1781/321/REC-24 du 30/08/2024	Pascal GANGAN	- Augustin ATCHOUKPEVI Camille AHOANSOU Tété AHOANSOU	Demande d'intervention de la Cour dans un conflit foncier.	
6.	1843/334/REC-24 du 13/09/2024 <b>(Continuation)</b>	Elvis DEKADJEVI FOLLY <b>(Me Victorien O. FADE)</b>	Commission de l'instruction de la CRIET	Recours pour violation des articles 17, alinéa 1 <sup>er</sup> , 18, alinéa 3, de la Constitution, 6, 7.1 d° de la CADHP, 3 et 9, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.	



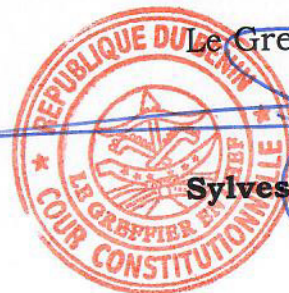
7.	1718/252/REC-23 du 12/09/2023	Thony Orden-Marie PRINCE AGBODJAN	Ministère en charge de la Sécurité publique	Contrôle de constitutionnalité de l'article 78 de la loi n°2020- 16 du 03 juillet 2020 portant statut spécial des personnels de la Police Républicaine
8.	0728/124/REC-24 du 29/03/2024	Sessédé Nougnon KOTO	Ministère des enseignements maternel et primaire	Recours en inconstitutionnalité de l'article 9, alinéas 1, 2 et 3 de l'arrêté interministériel 099/ MTFP/MEF/MEMP/DC/SGM/ DEC/STEC/SP du 08 septembre 2023 et du communiqué radiodiffusé n°037 /MEMP/DC/SGM/DEC/DPAF/ SP du 28 mars 2023.
9.	0923/153/REC-24 du 30/04/2024	Sessédé Nougnon KOTO	Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation professionnelle	Recours pour violation de la Constitution.
10.	1787/322/REC-24 du 02/09/2024	John HOUETOGNON	Ministère de l'Économie et des Finances	Recours pour violation des articles 26, alinéa 1 <sup>er</sup> , 35 de la Constitution et 3 de la CADHP.
11.	1728/316/REC-24 du 19/08/2024 <b>(Continuation)</b>	Kérékou KOUARO	Commission de l'instruction de la CRIET Procureur spécial de la CRIET	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.



12.	2258/416/REC-24 du 19/11/2024	Virgile AHOUANSE	Chef de la Brigade Criminelle Procureur spécial de la CRIET Directeur général de la Police Républicaine	Recours pour violation des articles 59 du code de procédure pénale, 34, 35 de la Constitution, 14 et 26 du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques.	
-----	----------------------------------	------------------	--	--	--

Cotonou, le 27 JUN 2025

Le Greffier en chef,



**Sylvestre FARRA**